

Questions orales

Ces recommandations méritent d'être appuyées. C'est ce que mon parti recommande depuis toujours. Les Canadiens ont payé pour Petro-Canada, et sont en droit d'attendre qu'elle agisse pour le bien commun. A l'heure actuelle, la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources se sert de Petro-Canada pour protéger ses amis des grandes sociétés pétrolières . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Vos soixante secondes sont écoulées.

* * *

LES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

LA REQUÊTE PRÉSENTÉE PAR LES CANADIENS PRISONNIERS DE GUERRE À HONG KONG

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Monsieur le Président, la semaine dernière est survenu un événement qui mérite de retenir l'attention du Parlement du Canada et de tous les Canadiens. Les Canadiens prisonniers de guerre à Hong Kong ont présenté une requête contre le gouvernement du Japon à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies. Ces Canadiens, détenus à Hong Kong pendant plusieurs années au cours de la Seconde Guerre mondiale, ont subi de mauvais traitements, ils ont été utilisés comme esclaves pour faire certains travaux et ont, en général, subi un grave tort. Depuis la fin de la guerre, il y a quatre décennies, on n'a jamais parlé d'eux.

Nous, au Parlement, avons fait preuve de beaucoup de compréhension envers les Japonais victimes de mauvais traitements de la part du gouvernement canadien et nous appuyons leurs revendications. Que tous les Canadiens, y compris ceux d'ascendance japonaise, donnent leur appui aux prisonniers de guerre de Hong Kong. Ils méritent réparation pour le tort qu'ils ont subi et les Nations Unies sont en mesure de s'occuper de leur cas.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES EXPORTATIONS DE BOIS DE RÉSINEUX VERS LES ÉTATS-UNIS—LA DÉCISION DE LA COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président . . .

M. Foster: Où sont les ministériels?

M. Crosbie: Où sont les libéraux?

M. Turner (Vancouver Quadra): Le premier ministre étant absent et, le ministre de la Justice se retrouvant seul sur les banquettes ministérielles, comme il vient de le signaler, je poserai ma question au vice-premier ministre. Lorsqu'ils ont voté, ce matin, au sujet des exportations canadiennes de bois de résineux, les membres de la Commission américaine du

commerce international savaient que le président Reagan s'était engagé envers le Sénat, dans une lettre au sénateur Packwood, à trouver rapidement une solution à ce problème.

Les Américains continuent à s'attaquer à nos exportations qui, jusqu'à présent, faisaient l'objet d'un libre échange. Le premier ministre a-t-il donné l'ordre à notre négociateur en chef, Simon Reisman, d'inscrire nos exportations de bois de résineux vers les États-Unis en tête de liste des questions qu'il abordera afin que ce harcèlement continu de la part du pouvoir para-judiciaire et politique américain ne se poursuive pas pendant les négociations?

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, nous nous attendions à la décision de ce matin. La détermination préliminaire des torts subis repose sur des preuves très minces. En fait, depuis 1980, la commission a rendu ce verdict préliminaire dans 90 p. 100 des cas. Je rappelle également au député que, lorsque nous avons remporté notre cause, en 1983, les conclusions préliminaires de la commission étaient également contre nous.

[Français]

ON DEMANDE LA COMPARUTION DU MINISTRE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Je désire poser une question supplémentaire au ministre qui semble être très pessimiste dans sa réponse à la Chambre. Les Canadiens maintenant paient très cher pour les quelques votes que le Président a été obligé de payer pour influencer le Sénat des États-Unis pour permettre à son gouvernement de participer avec le Canada aux discussions sur le libre-échange. Ma question se pose comme ceci: Est-ce que le ministre lui-même, dans la prochaine étape de cette enquête politique ou quasi judiciaire, va comparaître personnellement pour mener la contre-attaque canadienne devant le Secrétariat américain au commerce?

[Traduction]

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, si j'ai donné une fausse impression, j'en suis désolé. Je ne suis pas du tout pessimiste, au contraire. Je pense que la cause du Canada est très solide. Le gouvernement fédéral, les provinces, l'industrie et les syndicats ont fait cause commune à notre réunion de Vancouver. Nous allons nous battre et gagner. Je suis très optimiste quant au résultat.

LA POSITION DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, vu que le gouvernement américain appuie implicitement les sénateurs de l'Oregon, du Montana et de l'Idaho au sujet du problème du bois d'oeuvre canadien, comme en témoigne la lettre que le président leur a adressée, le ministre peut-il nous expliquer pourquoi le premier ministre a récemment déclaré qu'il avait conclu, avec le président, une entente selon laquelle aucune autre mesure protectionniste ne serait prise dans les deux pays?